

[Text]

becomes "free" at the margin and the other system costs something.

• 1115

What we would fear is that the variety of day care needs that the task force adequately documents—in fact, I believe one of the best chapters in the whole report is that there is a tremendous variety of needs out there, including drop-in day care so that mothers, for example, who are at home but require a couple of hours to go grocery shopping—there is a tremendous variety of needs.

We are very sceptical that a government system can be responsive enough to meet that variety of needs. We come here with a particular perspective. For reasons that we do not need to go into in great deal, we represent a group of families who have looked at the public education system and we have found it wanting in various areas.

The major area that we have found it wanting is in the area of faith, so we have taken upon ourselves the initiative to set up our own schools.

In the process, we have first-hand experience of how difficult it is to engage in discussions with an entrenched bureaucracy which really does not want us to exist. The parallel with day care is fairly straightforward. You have one system that everybody pays for and at the margin, it does not cost anything to enrol your child in the system. This makes it extremely difficult for another system, another type of education to arise.

We are particularly concerned about the idea that only licensed day cares should be the ones to receive funding. We are not convinced that licensing is a guarantee of quality.

We think we recognize some needs out there, particularly single-parent families, particularly low-income families, but we think the way to provide support to those families is to channel the funds through those families in order to give them direct assistance and then to let them decide, to let them choose what type of facility they wish to send their children to.

We think that is the administratively easy thing to do. The easiest thing to do, for example, would be to increase family allowances to say \$150-\$200 per child under the age of six. You have the administrative system already in place and then those families could choose the day care centre they wish or some of them may even choose to forego income in the workplace and to use the money to take care of their children at home.

That way, you have government support but you also have the variety, you also meet the variety of needs that the families require. I will admit that the present day care market is not perfect and it could be improved at the margin, but I think we are going to get a lot more worth for our money if we try to improve the operation of that particular market rather than to replace it with a government-run system which costs nothing at the margin and will drive out all of this variety, all this private day care out of the market.

[Translation]

privées, puisque dans un cas il faudrait payer, alors que dans l'autre le coût serait nul.

Mais la diversité des besoins de l'utilisateur est considérable, et il faudrait que le comité étudie la question; de fait, je crois que l'un des meilleurs chapitres du rapport est celui qui fait état de cette diversité inouïe des besoins de la population, et je pense par exemple à la nécessité de disposer de haltes—garderies pour les femmes qui restent à la maison, mais qui ont besoin de sortir faire leurs courses. J'insiste donc sur cette diversité des besoins.

Or, nous craignons que l'état ne soit pas à même de tenir véritablement compte de cette diversité. Nous venons évidemment ici défendre un point de vue bien précis. Pour un certain nombre de raisons que nous n'allons pas exposer en détail, les familles que nous représentons ne trouvent pas les écoles publiques très satisfaisantes.

Et elles ne sont notamment pas satisfaisantes du tout pour ce qui est de l'enseignement de la foi, raison pour laquelle nous avons décidé de créer nos propres écoles.

Ce faisant nous avons d'ailleurs appris à quel point il est difficile de discuter avec un responsable de l'administration, dont la conviction profonde est que nous ne devrions pas exister. Si nous voulons parler maintenant de garde d'enfants, l'analogie s'impose. Il y aurait des garderies pour lesquelles tout le monde paye, et auquel vous pourriez inscrire votre enfant sans frais. Cela laisse très peu de chance à un autre mode d'organisation.

Nous trouvons également très inquiétant que l'on envisage de subventionner uniquement les garderies qui seraient agréées. Nous ne pensons pas que ces procédures d'agrément puissent constituer une garantie de qualité.

Nous avons tout à fait conscience de l'existence de besoins, dans ce domaine, et notamment pour ce qui est des familles monoparentales, et de celles à très faible revenu mais nous pensons que les subventions devraient leur être distribuées, afin qu'elles puissent ensuite choisir librement à quelle garderie confier leurs enfants.

Du point de vue administratif, je pense que ce n'est pas difficile. Le plus simple serait, par exemple, d'augmenter les allocations familiales jusqu'à 150 à 200 dollars par enfant de moins de six ans. Toute l'infrastructure administrative est d'ailleurs déjà en place, et ce système permettrait de laisser les familles libres de choisir entre les différentes garderies existantes, et même éventuellement de renoncer à un salaire, et rester à la maison s'occuper des enfants.

De cette façon il y a bien subvention de l'état, mais on tient compte de la diversité des besoins des familles. Je reconnais que le marché de la garde d'enfants laisse aujourd'hui beaucoup à désirer, et il pourrait certainement être amélioré; mais je pense que nos deniers seront mieux utilisés si nous cherchons à améliorer ce qui existe déjà, plutôt que d'imposer un système de garderies publiques, qui sont gratuites, mais qui nuiront à la diversité de l'offre, et qui chasseront les garderies privées du marché.